



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Paris, le 15 décembre 2017
N°260

Communiqué de presse à l'issue du 3^e comité de suivi des engagements de GE

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, et **Delphine Gény-Stephann**, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances, ont réuni le troisième comité de suivi des engagements négociés en 2014 par l'État et le groupe General Electric (GE). Ces engagements ont précédé l'acquisition, en novembre 2015, des activités Énergie et Réseaux d'Alstom par GE.

Cette réunion avait pour objectif de faire le point sur la mise en œuvre de ces quatre engagements :

- l'implantation de quatre sièges mondiaux, ceux des activités réseaux, hydroélectricité, éolien en mer et turbines vapeur ;
- une croissance du nombre d'emplois en France, avec notamment la création de 1 000 emplois nets d'ici le 31 décembre 2018 ;
- la création de trois co-entreprises avec Alstom dans les domaines des réseaux électriques et des énergies renouvelables et du nucléaire ;
- le développement du site de Belfort, pour en faire le pôle principal de l'activité Énergie de GE en Europe.

La société Vigeo Eiris, désignée en qualité de cabinet de conseil indépendant pour attester de la mise en œuvre des engagements en matière d'emploi et d'organisation (maintien ou implantation) des centres de décision en France a indiqué :

- que l'exigence relative à l'implantation en France des 4 sièges mondiaux des activités réseaux, hydroélectricité, éolien en mer et turbines à vapeur est remplie,
- que, s'agissant de la création de 1 000 emplois nets, GE a recruté depuis novembre 2015 près de 2 500 personnes correspondant, compte tenu des évolutions intervenues dans l'intervalle, à une augmentation de 358 emplois nets à fin octobre 2017.

Par ailleurs, s'agissant des deux derniers engagements :

- les trois co-entreprises ont été créées en novembre 2015,
- GE a indiqué avoir réalisé des investissements pour développer l'activité du site de Belfort, avec près de 50 M€ investissements dans la technologie des turbines à vapeur Arabelle et plus de 100 M€ dans une ligne de production pour les turbines à gaz de grande puissance. Plus généralement GE a investi 245 M€ depuis fin 2015 dans ses activités en France (industrie numérique, réseaux intelligents, filière de l'éolien en mer, activité médicales, nucléaire), et plus de 500 M€ dans des activités de recherche et développement en France depuis fin 2015, mobilisant 1300 personnes en R&D.



Malgré le contexte économique particulièrement difficile dans le secteur de l'énergie thermique qui représente plus de la moitié des effectifs de GE sur le territoire, la France n'est pas concernée par le projet de suppression de 12 000 postes dans la branche énergie de GE au niveau mondial. General Electric a réaffirmé aux ministres qu'avec les implantations récemment décidées, la France occupe aujourd'hui une place importante parmi les pays d'implantation du groupe.

Les ministres ont pris note du développement de l'activité de GE dans l'éolien en mer. Des avancées sont attendues en 2018 avec le lancement, après extinction des derniers recours, des premiers champs d'éoliennes en mer en France.

En conclusion, les ministres ont relevé, qu'à date, GE est en ligne avec les engagements pris en 2014 et que GE mettra tout en œuvre afin d'être en mesure de les tenir, à leur échéance prévue fin 2018. Le prochain comité de suivi se réunira au second trimestre 2018.